

► **4 candidats proposent leur solution**

► **Fermeture des frontières critiquée**

► **En Valais, il y a 50 réfugiés par semaine**

crise migratoire depuis 1945

«En finir avec le «syndrome Zalando»

ENTRETIEN Vice-président du Think Tank suisse qui traite de politique étrangère, le Montheysan Johan Rochel, docteur en droit et en philosophie, vient de publier deux ouvrages d'une rare actualité. Le premier, «Immigration vers l'Union européenne», est tiré de sa thèse de doctorat à l'Université de Fribourg. Le second, l'essai «La Suisse et l'Autre», livre un plaidoyer pour une Suisse libérale. Il livre son avis sur la crise migratoire actuelle.

Johan Rochel, pourquoi cet essai maintenant?

Tout le débat politique que l'on a maintenant sur l'immigration ne va pas du tout dans le bon sens. Je voulais donc transformer mon doctorat sur le sujet en quelque chose de plus grand public.

Pourquoi, selon vous, notre politique fait fausse route sur l'immigration?

La présence de l'Autre est perçue comme une menace au lieu d'une contribution, d'une chance. Les valeurs libérales, qui ont fait le succès de ce pays, à savoir la liberté et l'égalité, passent totalement aux oubliettes quand on parle immigration. Mais ce n'est pas propre à la Suisse, toute l'Europe est touchée.

Comment expliquez-vous cet oubli?

Le problème n'est pas tant que l'UDC tient un discours de repli, c'est que les autres n'ont pas réussi à développer un contre-discours. Mon essai tente d'en poser les bases.

Dans votre ouvrage, vous affirmez que la fermeture des frontières n'est pas une solution, pourquoi?

La frontière n'est pas une porte, mais une membrane. On peut effectuer des contrôles, mais on ne peut pas fermer hermétiquement la frontière. Prenez l'exem-

ple de la ligne ferroviaire du Simplon. On n'a tout simplement pas les moyens de contrôler chaque voyageur. Et si on y parvenait, les gens passeraient à pied par la montagne.

«Le problème n'est pas tant le repli prôné par l'UDC, mais l'absence de contre-discours des autres.»

Pourtant, on voit que la Hongrie, l'Autriche et maintenant l'Allemagne ferment leurs frontières...

Cela ne fonctionnera pas. Le mur de Berlin est le seul contre-exemple. Mais sommes-nous prêts à tirer sur des êtres humains? De toute évidence non.

Quelle est la solution alors?

Il faut organiser cette mobilité qui se fait de toute façon, qu'on le veuille ou non.

Mais comment?

En créant des possibilités d'immigration légale. En donnant envie aux étrangers d'aller vers le douanier au lieu de le fuir. Idem pour les ambassades. Il vaut mieux une queue devant une représentation helvétique plutôt que dans un port libyen ou derrière les barbelés hongrois. La politique des visas doit être revue et facilitée.

Ne vaudrait-il pas mieux avant cela tout faire pour que le système de Dublin fonctionne?

Il est défaillant, car il travaille systématiquement contre l'intérêt des requérants d'asile, mais aussi des Etats européens.

Dans votre livre, vous dénoncez le système Zalando. Vous n'aimez pas la vente par correspondance?

Je parle de «syndrome Zalando», à l'image des colis allant et venant par la Poste. Arrêtons de traiter les requérants comme une marchandise, comme des paquets qu'on se renvoie d'un pays à l'autre. Il faut que l'intérêt des requérants soit pris en compte et ce, dans notre propre intérêt.

Vous dites que les Etats européens doivent être incités à accepter plus de requérants. Comment?

Notamment par des avantages financiers. Premièrement, il faut déterminer une règle de répartition. Nous sommes en pleine actualité. Deuxièmement, on détermine un forfait par demandeur d'asile et on crée un fonds. Ce dernier serait alimenté par les pays. Les bons élèves reçoivent de l'argent, les mauvais passent à la caisse.

Pensez-vous que cette proposition peut être acceptée en Suisse?

Elle l'est déjà au niveau des cantons et des communes. Car certaines collectivités locales voient un intérêt financier à abriter un centre de requérants. Canton et communes sont dédommagés, sans compter que cela fait marcher le commerce local.

Reste le problème politique de l'acceptation de ces centres par la population...

Dans la seconde partie de mon ouvrage, je lance un appel à la population pour qu'elle défende les valeurs qui ont fait l'histoire et le succès de la Suisse. Dépoussiérons notre tradition humanitaire pour exercer une solidarité nouvelle. C'est le bon moment. On voit depuis deux semaines que ces valeurs fondamentales sont réactivées par des images fortes. A nous de rendre cette prise de conscience durable.

C'est quoi la Suisse aujourd'hui?

Une société profondément pluraliste. Par exemple, la moindre importance prise par la religion ou le bouleversement du modèle familial (mariage mixte, familles monoparentales, concubinage) montrent que le Suisse s'est approprié sa vie. Et c'est une bonne nouvelle.

Quelle est votre Suisse idéale?

Je plaide pour une Suisse qui serait un vrai espace de liberté pour tous. C'est extraordinaire que chacun puisse vivre selon ses valeurs, tout en respectant des règles communes. Mais au-delà de ces règles du jeu, la liberté individuelle doit primer. Il faut sortir de l'idée d'une Suisse homogène avec le modèle du «bon Suisse».

C'est quoi un bon Suisse?

Un habitant qui respecte le socle des valeurs fondamentales de la Constitution suisse. Ce respect, on doit le demander aussi

«La fermeture des frontières ne fonctionnera pas. Le mur de Berlin est le seul contre-exemple.»

bien à un étranger qui arrive chez nous qu'aux Suisses. Pratiquons un patriotisme des libertés plutôt qu'un nationalisme qui divise.

Quel est le but du groupe de réflexion foraus dont vous assurez la vice-présidence?

Développer des idées pour la politique étrangère suisse. Nous comptons 900 membres âgés de 25 à 35 ans, dont un tiers seulement est affilié à un parti politique.

● GILLES BERREAU

25 septembre, apéro-rencontre à 17 h à Monthey à la librairie A l'Ombre des jeunes filles en fleurs



VICE-PRÉSIDENT DU THINK TANK FORAUS

Agé de 32 ans, le Montheysan Johan Rochel a suivi le collège à Saint-Maurice, puis l'Université à Fribourg. Docteur en droit et philosophe établi à Zurich, il est vice-président du Think Tank suisse foraus qui traite de politique étrangère. Initiateur cette année du projet «Ethique en action», il est membre associé du centre d'éthique de l'Université de Zurich et chercheur en droit à l'Université de Fribourg sur la politique d'immigration de l'Union européenne, à la frontière entre philosophie politique et droit européen.

Ses deux ouvrages:

- «La Suisse et l'Autre: Plaidoyer pour une Suisse libérale» Ed. Slatkine.
- «Immigration to the EU. Challenging the Normative Foundations of the EU Immigration Regime», Genève, Schulthess.



LÉONARD BENDER
CANDIDAT PLR
AU NATIONAL

«L'idée d'accueillir 100 000 personnes proposées par des ONG n'est pas réaliste»

«Face à la crise actuelle, cinq points sont à considérer. La Suisse doit augmenter sur place son aide aux réfugiés et aux migrants. L'idée d'accueillir sur son territoire 100 000 personnes n'est pas réaliste. La libre circulation des Européens sur leur continent n'est pas la cause de la poussée migratoire, mais bien les sanglants conflits du Proche-Orient, les dictatures et la pauvreté de ces régions. Le déplacement massif de population de Syrie vers l'Europe n'est pas une solution durable. Agir ainsi, c'est donner

raison aux fondamentalistes islamiques de Daech ou d'Al Qaïda, et au gouvernement autoritaire de Bachar el Assad. La situation de l'asile en Suisse n'est pas chaotique. Face à la réalité et à l'urgence, notre pays doit apporter une réponse solidaire et concertée, et faire bloc derrière le Conseil fédéral et les autorités. Les personnes qui arrivent en Europe doivent être enregistrées selon la loi. Il en va de notre sécurité collective et de notre Etat de droit.» ●



JÉRÔME DESMEULES
COPRÉSIDENT DE
L'UDC ET CANDI-
DAT AU NATIONAL

«Accueillir plus créera un appel d'air qui engendrera plus de morts»

«La Suisse doit reprendre le contrôle de ses frontières. Les accords de Schengen/Dublin ont prouvé qu'ils ne fonctionnaient que par beau temps. Maintenant que la situation se tend, on se rend compte qu'une immigration aussi massive est impossible à maîtriser, même pour l'Allemagne... Nous ne pouvons pas accueillir tout le monde en Europe, des millions de réfugiés sont à proximité de la Syrie et 50 millions de personnes sont déplacées dans le monde. C'est pourquoi la Suisse doit aussi renforcer son aide sur place,

en y consacrant une part du budget actuel de l'asile et de celui de l'aide au développement, qui doit aider à mettre en place des structures d'accueil dans les pays voisins. Mettre nos moyens sur place, c'est la garantie de sauver dix fois plus de personnes, de tuer le business lucratif des passeurs, d'éviter de déraciner des populations entières et d'assurer un retour rapide une fois que la guerre sera finie. Accueillir plus, c'est créer un irresponsable appel d'air qui engendrera encore plus de morts et drames.» ●